

Face à la recrudescence des attaques et menaces contre les enseignants et chercheurs, dont Sophie Djigo et Éric Fassin sont actuellement les cibles, le collectif CAALAP appelle à briser l'étai pour défendre les exigences authentiques de l'enseignement et de la recherche. Nous vous invitons à signer cette pétition pour refuser l'impunité contre la diffamation et les menaces.

Le 20 octobre 2023

Cette tribune est ouverte à toutes les signatures individuelles ou collectives, pour affirmer clairement notre détermination à faire barrage à toutes formes de violences réactionnaires. [Vous pouvez signer ici](#)

Il existe un fascisme fondamentaliste et il existe un fascisme xénophobe.

Le fascisme fondamentaliste n'a pas plus à voir avec le respect de l'islam que le fascisme xénophobe avec la défense de la citoyenneté. Mais les deux ont en commun la préconisation de l'ultra-violence comme pratique ordinaire de l'action politique : jeter à la vindicte, haïr, appeler au lynchage, au meurtre ou à la torture font partie de leur répertoire sémantique.

Et il est de l'essence commune, historique autant que contemporaine, du fascisme, que le passage à l'acte, individuel, collectif ou de masse, en soit la conséquence - le recours à la force physique, après la violence verbale, étant le fondement même de ces idéologies virilistes et meurtrières.

Dans cette logique inacceptable, on ne peut s'étonner des menaces que ce ferment constant de violence peut faire peser sur des individus qu'il désigne à la haine et qu'il stigmatise comme coupables, par leurs origines ou par leurs prises de position.

Un professeur d'un lycée d'Arras vient d'être assassiné, et deux autres employés du même lycée blessés, par un meurtrier se réclamant du fascisme fondamentaliste, trois ans après l'assassinat de Samuel Paty dans les mêmes circonstances odieuses. Et, dans le même temps, les réseaux liés à « Parents vigilants », fer de lance de l'entrisme à l'école issu du mouvement d'extrême droite Reconquête, instrumentalisent ce meurtre terrifiant pour en rendre complice sinon responsable, Sophie Djigo, professeure de philosophie en classes préparatoires.

Celle-ci, déjà précédemment menacée de mort par des réseaux fascistes ultra-violents (au point d'avoir obtenu la protection fonctionnelle sous instruction judiciaire) est donc de nouveau menacée.

Sur France-Inter, une éditorialiste invitée désigne à la vindicte le sociologue Éric Fassin, déjà lui-même violemment attaqué à plusieurs reprises précédemment, comme complice de ces crimes par sa dénonciation des politiques xénophobes.

Et d'autres exemples de ce même mouvement de criminalisation des défenseurs des droits sont légion, dans les dernières années, à tous les niveaux du système éducatif et universitaire.

Ainsi les défenseurs des sans-papiers, des exilés, des groupes discriminés, surexploités et subalternisés sont devenus la cible des idéologies racistes et islamophobes. Et les enseignants et chercheurs qui font véritablement leur travail de recherche, d'enseignement et d'éducation aux droits sont absurdement soumis à des tentatives de discrédit comme chercheurs. Cela au nom d'un principe de « neutralité » qui, instrumentalisé à des fins de censure, s'apparente soit à un pur et simple conservatisme, soit à la promotion d'idéologies ultra-violentes.

Mais en outre, dans un contexte de chasse aux sorcières, ils se retrouvent accusés de « complicité

objective » avec des criminels de fait ... dont en réalité ils pourraient constituer, comme chercheurs et enseignants critiques, des cibles désignées.

Dans une période où ne sont pas comptés pour crimes les milliers de morts en Méditerranée victimes des politiques publiques xénophobes de l'espace européen, où ne sont pas comptées pour crimes les violences policières qui tuent ou mutilent militants et racisés, où sont passés sous silence les crimes coloniaux, et où les massacres de populations civiles font l'objet d'un effroi sélectif selon l'origine de leurs auteurs ; dans une période où les défenseurs de l'environnement sont qualifiés d' « écoterroristes » et soumis à une guerre policière et judiciaire, et où ceux qui luttent contre des discriminations meurtrières sont taxés d' « islamo-gauchisme » ; dans cette période, ce sont précisément ceux qui s'opposent à l'impunité de ces crimes et défendent leurs victimes, qui sont exposés sans protection suffisante, disqualifiés et criminalisés aussi bien par des partis haineux que par des représentants du pouvoir et leurs chiens de garde médiatiques.

Doublement menacés donc : par les réseaux du fascisme fondamentaliste et par ceux du fascisme xénophobe ou de ceux qui en soutiennent les positions discriminantes.

C'est ce double étau que nous appelons à briser, pour défendre les exigences authentiques de l'enseignement et de la recherche. Et, plus généralement, d'une société digne de ce nom.

Pour cela, nous appelons à une solidarité sans faille avec tous les chercheurs et enseignants critiques, défenseurs d'un authentique espace de démocratie. Et à refuser l'impunité contre la diffamation autant que contre les menaces physiques dont ils sont l'objet.

La CAALAP (Coordination Antifasciste pour l’Affirmation des Libertés Académiques et Pédagogiques)

Premiers signataires :

Ligue des Droits de l'Homme - Lille

Institut Convergences Migrations

Programme Non-Lieux de l'Exil

Michel Agier

Arié Alimi

Etienne Balibar

Claude Calame

Alexis Cukier

Laurence DeCock

Fabrice Dhume

Stéphane Dufoix

Didier Epstein

Franck Gaudichaud

Olivier Gaudin

Samuel Hayat

François Héran

Pierre Khalfa

Michel Kokoreff

Rose-Marie Lagrave

Christian Louboutin

Camille Louis

Xavier Mauméjean

Laurence Mauméjean

Irène Pereira

Jean-Jacques Rosat

Matthieu Renault

Gisèle Sapiro

Réjane Senac

Anthony Smith

Sarah Troche

Françoise Vergès

https://www.petitionenligne.fr/tribune_de_la_caalap_fascisme_fondamentaliste_et_fascisme_xenophobe_briser_letau#form